



TOURISME DURABLE

En dépit de la prolifération des facteurs de l'insécurité internationale (terrorisme, résurgence des mouvements racistes et xénophobes, catastrophes naturelles, épidémies, etc.), plusieurs milieux politiques et économiques, intellectuels et civiles ne cessent de défendre l'importance stratégique du tourisme en tant que levier de développement, de rapprochement et de paix entre les peuples, et surtout en tant que vecteur de dialogue interculturel et interreligieux (OMT, 2008)¹.

En effet, le tourisme est considéré à la fois comme reflet et facteur de mondialisation et un agent particulièrement efficace de l'intégration d'espaces et de sociétés à la vie internationale. Ce secteur s'impose comme un secteur à haut potentiel, un véritable gisement de richesses et l'une des seules possibilités viables de diversification économique, surtout pour les pays en de développement².

Cependant, la place officielle de ce secteur, et de ses enjeux, peut apparaître modeste voire inadéquate et insuffisante. Il est relativement sous-estimé par rapport à d'autres secteurs économiques en dépit du fait qu'il est à présent l'activité la plus dynamique au monde, une source importante de devises³ et de recettes d'exportations devant plusieurs industries développées. Il est aussi le secteur économique qui jouit d'un taux de croissance très rapide et qui implique plusieurs intervenants et activités tant en amont qu'en aval. De part sa nature transversale et son effet d'entraînement sur d'autres secteurs, il est considéré également comme un moyen efficace de croissance économique et de lutte contre la pauvreté.

En se basant sur ces faits, de nombreux pays en de développement (PED), y compris le Maroc, s'organisent actuellement pour développer leurs secteurs touristiques et se situer sur le marché du tourisme international. Toutefois, la logique du développement associée au tourisme peut s'avérer parfois paradoxale. Des sociétés peuvent être soit enrichies par l'apport substantiel du tourisme ou au contraire, déséquilibrées, voire bouleversées par la croissance irréfléchie des flux touristiques.

Le tourisme, en sus de ses retombées positives, a aussi malheureusement des impacts indéniables sur l'environnement, le patrimoine et les populations des pays

¹ Cet extrait d'article a été publié dans le premier numéro de la Revue de Droit et de Sciences Sociales (juin 2008) éditée par la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales d'Agadir, Université Ibn Zohr en collaboration avec le Centre nord-Sud de Recherches en Sciences Sociales dirigé par Dr. Mohamed BEHNASSI.

² Le tourisme est la première industrie de la planète. Sa progression est de 4 % par an. Si les tendances actuelles se poursuivent, l'OMT prévoit 1 milliard de touriste en 2010 et 1.6 milliard en 2020.

³ Par ex. le tourisme a été considéré en 2008, et pour la première fois au Maroc, comme la principale source de devises.

d'accueil⁴. En plus, cette activité représente également, pour ces pays, un certain nombre de risques:

- Elle profite en grande partie aux pays les plus développés et diversifiés vu qu'une grande partie de la manne touristique retourne au Nord⁵(les PED ne maîtrisent pas les flux touristiques, qui sont largement contrôlés par des groupes internationaux basés dans les pays industrialisés);
- Les comptes en devises sont défavorables car les rentrées sont grevées par des besoins accrus en produits d'importations;
- La mono-activité et les mono-structures touristiques sont fragiles, voire dangereuses, car elles sont soumises à une demande conjoncturelle, sujette à d'énormes fluctuations;
- Les emplois touristiques sont souvent mal rémunérés, saisonniers et sans possibilités de réelles qualifications;
- Le tourisme fragilise le tissu social et bouscule les bases culturelles en renforçant les disparités sociales et en introduisant des modes de consommation souvent non durables;
- Enfin, le tourisme, par les transports émetteurs des gaz à effet de serre, contribue au déséquilibre climatique planétaire, et, par ses impacts terrestres, pollue, détruit, surexploite et artificialise les paysages (Raison d'un tourisme différent, 2008).

Cependant, jusqu'à présent, les décideurs et le grand public dans plusieurs pays ne sont que peu sensibilisés d'une part aux méfaits du tourisme et d'autre part aux moyens d'y remédier (El Alaoui, 1999). Par ailleurs, le phénomène touristique est actuellement beaucoup plus synonyme de rentabilité économique et financière. Une vision mercantile, indispensable certes pour la viabilité des projets touristiques, mais reste issue d'une vision à court terme, peu cohérente avec les discours sur la "durabilité" (EL Bayed, 2003).

Par conséquent, remédier aux dégâts les plus spectaculaires et aux injustices les plus flagrantes que le tourisme peut faire subir aux pays d'accueil, s'avère actuellement un enjeu stratégique plus que jamais. Dans ce sens, et compte tenu de ses différents impacts, on commence à soutenir que le tourisme, s'il pourrait être assimilé à un qualificatif, en l'occurrence à celui de durable ou de responsable, il pourra être un levier essentiel, en offrant, notamment aux PED, de nouvelles possibilités de développement⁶.

⁴ Par ex. la Méditerranée reçoit sur ses côtes en moyenne 2300 touristes/km, sachant qu'elle comporte 46000 km de côtes et que 30 % sont déjà artificialisés. Le Plan Bleu, organisme regroupant tous les pays de la Méditerranée pour étudier la richesse de son patrimoine naturel et culturel, prévoit qu'en 2025, si rien n'est fait pour renverser la tendance, la Méditerranée devra accueillir 3300 touristes/km et que 5000 km supplémentaires seront construits. Par ailleurs, selon l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), le réchauffement des mers dû à l'activité de l'Homme est responsable de la disparition de 20% de la barrière de corail mondiale. Selon la FAO, 38 îles émergeant de 2 mètres à peine au-dessus du niveau de la mer sont menacées de disparition d'ici à 50 ans à cause de la montée des océans due au réchauffement climatique.

⁵ Ces fuites de revenus sont dues au fait que les touristes achètent fréquemment des voyages "clés en main" dans leur pays, et au fait que beaucoup de fournisseurs de services sont étrangers. Ainsi, les effets directs et multiplicateurs de l'industrie touristique dans de nombreux PED ne sont pas aussi élevés qu'il semblerait, car une grande partie de revenus quitte le pays hôte par ces fuites. Il est difficile de réduire celles-ci car les taux d'imposition y sont bas, et parce que peu de fournisseurs de services locaux ont suffisamment de capitaux à investir dans les infrastructures nécessaires pour attirer et retenir les touristes, sachant qu'ils sont souvent concurrencés par les opérateurs internationaux.

⁶ C'est dans ce sens que le tourisme a été retenu par la Commission Mondiale du Développement Durable comme thème de l'année 1999.

Cependant, force est de constater que la recherche dans ce domaine, dans ces pays et au Maroc également, ne s'intéresse guère, ou du moins tardivement, aux questions liées au "tourisme et durabilité". Les études réalisées sur le tourisme ont jusqu'ici privilégiées une approche sectorielle (soit géographique, aménagiste ou économique), alors que pour mieux cerner un phénomène avec une telle complexité, il est nécessaire d'essayer de le comprendre dans sa globalité. C'est pourquoi une approche sociologique, couplée à une démarche interdisciplinaire, s'impose pour étudier les retombées les plus profondes que pourrait susciter un tel développement touristique.

Au fond, cette contribution ne vise pas seulement à vanter les vertus du tourisme, mais à proposer un exercice de réflexion et de méthode, en suggérant d'inscrire le développement touristique dans la durée et de veiller à l'accompagner de mesures préservant les patrimoines et rationalisant l'exploitation des ressources naturelles. En d'autres termes, l'ambition est de tenter d'articuler tourisme et durabilité, en fixant les conditions sous lesquelles le tourisme peut être un vecteur de développement, en harmonie avec l'environnement et les intérêts socioculturels et économiques des populations locales, et ce dans une logique de dynamique durable⁷.

Il est certain que le tourisme, quelle qu'en soit la forme, modifie profondément le futur d'une population, plus que toute autre activité économique. Le développement du tourisme international, surtout lorsqu'il s'opère entre le Nord et le Sud, est sans doute un facteur majeur du changement sociétal puisqu'il impacte les populations d'accueil. En effet, contrairement à la production et à l'exportation de biens ou de la plupart des services, le tourisme repose sur le déplacement du consommateur.

Les conflits d'usage des ressources proviennent de la concurrence entre le tourisme et les populations locales pour l'usage de certaines ressources primordiales telles que l'eau, l'énergie et le transport. Cela engendre parfois des conséquences en termes d'efforts supplémentaires demandés à la population locale pour contribuer, par exemple, pour l'eau, aux coûts d'infrastructure et d'équipements d'approvisionnement ou de traitement de l'eau potable.

Le Maroc a accordé, dans sa politique de développement, une place de choix à l'activité touristique dès la fin des années 1960. Pourtant, il n'a très souvent adopté que des politiques ponctuelles pour développer le secteur du tourisme. En effet, depuis son indépendance, les gouvernements successifs ont cherché à encourager le secteur sans y apporter la volonté politique nécessaire. Ce n'est qu'à partir de l'année 2001 que la décision

⁷ Ce travail s'inscrit globalement dans le processus engagé par l'OMT visant à promouvoir un développement durable dans des pays où le tourisme peut en être un vecteur essentiel. Il se situe également dans le cadre du Plan Bleu de l'UNEP qui développe une prospective de coopération entre les 27 pays riverains de la Méditerranée. Plus spécifiquement, cette contribution s'inscrit dans le cadre de la Stratégie du développement touristique adoptée par le Gouvernement marocain suite aux Premières Assises du Tourisme à Marrakech en 2001, et essaie d'enrichir le débat prospectif sur le futur de ce secteur dans le cadre du "Tourisme 2030" initié par le Haut Commissariat au Plan en 2007.

fut prise au plus haut niveau de l'État de tracer une nouvelle stratégie impliquant les secteurs à la fois public et privé avec une nouvelle vision appelée « Vision 2010 »⁸.

Conscients que les paysages attrayants et la richesse d'un patrimoine ne suffisent pas à assurer le succès du secteur touristique, en l'absence d'une politique véritable et adaptée aux besoins du marché, les professionnels insistaient sur l'importance de considérer ce secteur comme un « secteur exportateur », une industrie motrice permettant de déclencher la profonde dynamique de croissance économique et sociale que le Maroc recherche toujours après plusieurs années d'ajustements et de réformes structurelles.

Cependant, si certains problèmes liés à l'investissement, à savoir les réglementations foncières et fiscales, ont été résolus en grande partie au cours des trois dernières années, le financement en fonds propres et la formation professionnelle devraient constituer des priorités de tous les intervenants dans le secteur. Les professionnels s'interrogent surtout sur le côté financier proprement dit et sur la sécurité et la rentabilité des fonds mis à disposition par les investisseurs et les bailleurs de fonds.

En effet, le développement du tourisme est une préoccupation bien légitime dans un pays qui dispose de plusieurs atouts (Arib.F, 2012) comme le Maroc⁹, mais il doit être conduit avec précaution, dans le cadre d'un tourisme durable, dans le temps et dans l'espace. Eu égard à l'importance de cette activité, vu ses enjeux économiques, sociaux et environnementaux, la question de la durabilité de l'activité touristique devrait donc constituer un sujet de préoccupation majeur.

Par ailleurs, les conflits avec les usages traditionnels de la terre sont particulièrement aigus dans des secteurs intensément exploités tels que les zones côtières ou les bords de fleuve. Les conflits surgissent quand le choix se fait en faveur d'équipements et infrastructures touristiques au détriment des usages traditionnels du territoire. La population indigène est fréquemment perdante car la valeur économique globale du tourisme est considérée comme supérieure.

Les impacts du tourisme sur l'environnement sont nombreux, importants et complexes. Le développement touristique a effectivement déjà dégradé de nombreux écosystèmes, particulièrement dans les régions côtières et montagnardes connues par leur vulnérabilité, ce qui est devenu incompatible avec la logique de développement durable.

Cet aspect du tourisme est beaucoup plus médiatisé et a davantage les faveurs du public que l'aspect socioculturel. Mais, malgré la sensibilité du public à cette cause, ces dégâts sont toujours à déplorer.

⁸ Une des destinations touristiques principales de la rive sud de la Méditerranée, le Maroc, séduit par ses merveilles naturelles, ses villes impériales, son climat, l'accueil et la générosité de ses habitants...

⁹ Le secteur touristique occupe une place importante dans l'économie marocaine. Une analyse du rapport annuel de la Banque centrale du Maroc publié en 2004 montre que sa part est trois fois supérieure à celle des produits de la mer, du textile ou de l'agriculture. Ainsi, un des secteurs les plus importants pour ce qui est de la croissance économique, des devises, des investissements et de la création d'emplois se révèle être le tourisme. En effet, en 2003, selon ce même rapport, le tourisme a représenté 6,9 % du PIB, créé 600 000 emplois directs, généré 5,9 milliards de dirhams de flux d'investissement, avec une capacité de 97 000 lits classés. Tout cela explique cette étroite corrélation qu'on suppose souvent entre tourisme et développement.

En revanche, Le tourisme évolue actuellement à un tel point que la croissance de ses flux n'est pas sans conséquences sur l'environnement, tant social que physique, des destinations visitées. En se basant sur un tel constat, on peut avancer que le calcul de rentabilité de toute activité économique, y compris l'activité touristique, n'est plus viable s'il ne prend pas en compte l'ensemble des gains et des coûts à long terme (coûts liés par exemple à la dégradation de l'environnement) et touchant l'ensemble de la société (impacts sur les autres secteurs économiques, sur la qualité de vie des habitants, etc.).

Dans cet ordre d'idées, le tourisme durable peut être d'un apport considérable comme le meilleur gage d'une rentabilité durable et de la reproduction de l'activité elle-même, car il permet de préserver l'attractivité durable, et donc le succès d'une destination.

Autrement dit, le tourisme est un secteur économique où la durabilité peut être un facteur favorable, car il s'agit d'une activité:

- caractérisée par une croissance supérieure à la moyenne¹⁰: ceci s'explique à la fois par la démocratisation du transport aérien, par l'accroissement des dépenses touristiques des ménages et par une extension du temps de loisirs, facteurs de croissance qui devraient perdurer;

- par nature territorialisée, et de ce fait est irrémédiablement au confluent de l'économique, du culturel et de l'environnemental;

- qui engendre une concentration des populations sur des périodes restreintes (saisons), sur des espaces limités et souvent caractérisés par un équilibre fragile (littoral, centres historiques, montagnes, petites îles...), concentration qui de plus peut être source de conflits d'usage avec la population locale (eau, chasse, agriculture, encombrements routiers, renchérissement des prix...);

- qui, en tant qu'activité de contact, porte en puissance des capacités à produire des changements sociaux, à déstructurer les sociétés locales et à homogénéiser les cultures et les modes de vie;

- qui doit préserver le droit au voyage des générations futures, leur droit à la découverte et à la connaissance d'une planète diverse naturellement et culturellement;

- liée aux systèmes de valeurs: parler du tourisme c'est parler de la nature, de la beauté, du jugement moral, de la vérité, de la réalité, de l'obligation, etc.

En définitive, il convient désormais de mieux piloter le développement et l'expansion touristiques pour appliquer les concepts du développement durable (Laliberté, 2005). Certes, le tourisme durable ne peut pas se concevoir uniquement en termes de logique gagnant-gagnant, il génère forcément des conflits, des choix et donc des renoncements.

Dans le même esprit, et selon le premier article de la Charte du Tourisme Durable de l'OMT adoptée en 1995, la notion du tourisme durable reprend le tryptique devenu actuellement familier du développement durable: "il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique, et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales".

¹⁰ Le nombre de voyages touristiques internationaux est passé de 170 millions en 1970 à 698 millions en 2000 et devrait atteindre à l'horizon 2020, plus d'un milliard et demi.